

**Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Champagne-Ardenne**

*Subdivision de la Haute-Marne  
Cité administrative  
89 rue Victoire de la Marne  
BP 2004- 52901 CHAUMONT Cedex 9  
☎ 03 25 30 20 52 - ☎ 03 25 30 21 06  
(mel) : [catherine.hiernaux@industrie.gouv.fr](mailto:catherine.hiernaux@industrie.gouv.fr)  
Réf : SHM/CH/06/*

Chaumont, le 21 février 2006

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE**

**OBJET : Ancien site industriel exploité par la S.A. FONDERIES DE JOINVILLE**

Projet de cession du site pour un usage sensible.

**Réf :** Demande d'avis du 3 février 2006 de M le Préfet suite au courrier de Maître Dechrisme du 27 janvier 2006 adressé à M le Préfet et sollicitant l'autorisation de saisir le Juge Commissaire d'une requête en autorisation de vente judiciaire en l'état actuel à un acquéreur identifié.

**I – RAPPEL ET PRESENTATION DU SITE**

Le site industriel concerné est situé route de la Forge, à Joinville entre la rivière Marne et le canal, et est traversé de plus par un bief de la Marne.

De 1826 à 1997, les Fonderies de Joinville y ont exercé une activité de fonderie, qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°1735 du 30 mai 1991 portant autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce rapport ne porte pas sur l'ancien crassier du site situé au lieu-dit « le Néprix », situé à 1 km au sud-est du site usine, et donc totalement distinct.

Le 5 mars 1997, la liquidation judiciaire de la S.A. Fonderies de Joinville a été prononcée avec nomination de Maître Dechrisme comme liquidateur judiciaire. La cessation d'activité a été notifiée à M le Préfet le 2 mai 1997.

**II – ACTIONS ENGAGEES EN VUE DE LA REMISE EN ETAT.**

**Actions administratives :**

Suite à cette cessation d'activité, M le Préfet de la Haute-Marne a prescrit à la société des Fonderies de Joinville, représentée par Maître Dechrisme, pour le site usine :

- ◆ par arrêté préfectoral complémentaire n°2844 du 30 juillet 1997, et selon un échéancier s'étendant de 1 à 11 mois, l'enlèvement des déchets restant sur le site, la vidange de tous les réseaux et réservoirs existants sur le site, le comblement des fosses enterrées par matériaux inertes jusqu'au niveau du sol ainsi que la remise d'une étude de sols,
- ◆ par article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°1140 du 20 avril 2000, d'assurer sous 2 semaines la mise en sécurité du site (interdiction d'accès, élimination des déchets et sécurité des infrastructures),

- ♦ par arrêté préfectoral complémentaire n°1431 du 26 mai 2000 :
  - la mise en place sous 2 mois, d'une surveillance des eaux souterraines (nappe des alluvions de la Marne) sur l'ancien site industriel à partir de 4 piézomètres pour les paramètres suivants : indice phénol, hydrocarbures totaux, plomb, nickel, zinc, chrome total, aluminium,
  - l'excavation et l'élimination de sols pollués mis en évidence dans l'étude de sols remise en décembre 1999 par Maître Dechrisme à M le Préfet, et situés au droit des zones de stockage des fûts neufs et des aires de stockage des peintures.

#### Etudes et travaux réalisés :

Une étude de sols remise en 1999 a mis en évidence des sources sols polluées par des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) et une faible pollution des eaux souterraines par hydrocarbures et aluminium.

En novembre 1999, ont été évacués 20 t de déchets vers des centres de traitement.

En septembre 2000, les travaux de remise en état des sols souillés visés par l'arrêté du 26 mai 2000 ont été réalisés avec évacuation de 195 t de terres souillées, qui ont conduit à la suppression des sources sols décelées en 1998.

Un diagnostic approfondi a été réalisé en juillet 2004 pour une réutilisation éventuelle du site en centre de loisirs par la communauté de communes Marne-Rognon, projet abandonné à ce jour.

Les sondages complémentaires ainsi réalisés (35 au total sur le site) ont mis en évidence 3 nouvelles sources sols légèrement polluées (reprises sur le plan en annexe au projet d'arrêté) pour les paramètres suivants :

Sources sols	N°1	N°2	N°3
localisation	sud	ouest	nord
teneurs en mg/kg de matière sèche	Pb = 210 Cu = 140	Cu = 95	Pb = 205 Cr = 76 Benzo(a)pyrène = 5,4 Benzo(a)anthracène = 7,1

ces chiffres pouvant être comparés aux valeurs guides en matière de pollution des sols extraites du guide des sites potentiellement pollués de décembre 2002 :

(valeurs en mg/kg de matière sèche)	VDSS (valeur de définition de source-sol)	VCI (valeur de constat d'impact)	
		Usage sensible (résidentiel avec culture d'un jardin potager)	Usage non sensible (industriel ou commercial)
Pb	200	400	2000
Cu	95	190	950
Cr	65	130	7000
Benzo(a)pyrène	3,5	7	25
Benzo(a)anthracène	7	13,9	252

La surveillance semestrielle des eaux souterraines a montré un faible impact en aluminium et hydrocarbures (voir tableaux annexés au rapport) jusqu'en 2000 à 2003 ; depuis 2003, cet impact n'est plus constaté, les valeurs relevées restant inférieures aux valeurs guides pour usage sensible. Les captages d'eau potable de Joinville sont situés en amont du site ( « les poteaux » à 450 m et « Dame Cole » à 900 m) ; de plus, l'impact de la pollution du site vers les captages d'eau potable via les eaux souterraines est peu probable, eu égard à la présence de la rivière Marne qui constitue une barrière hydraulique entre le site et les champs captants de Joinville.

### III – PROJET DE REUTILISATION DES TERRAINS :

Maître Dechrisme a fait connaître par courrier du 27 janvier 2006 à M le Préfet le projet de réutilisation du site par un acquéreur potentiel, soit :

- réutilisation du site pour l'ancienne partie bureaux en tant qu'habitation,
- reste du site : destruction des bâtiments et zones d'espaces verts.

Ceci constitue un usage sensible, donc un changement d'usage par rapport à l'usage antérieur industriel.

L'acquéreur potentiel s'est engagé par écrit auprès de Maître Dechrisme à réaliser, dès qu'il est propriétaire du site, un plan de gestion des sols adapté à son projet, selon un devis réalisé par un bureau d'études spécialisé dont il a fourni copie ; l'acquéreur s'engage également à réaliser ensuite, en accord avec l'inspection des installations classées, les travaux apportés en conclusion de ce plan de gestion.

### III - VISITE SUR SITE :

Une visite sur site avait été réalisée le 12 juillet 2005 par l'inspection (Mme Hiernaux), en présence de Maître Dechrisme.

L'inspection a constaté :

- que le site était nettoyé, que les fosses avaient été effectivement comblées,
- que le site devait néanmoins trouver au plus tôt une nouvelle affectation, compte tenu des difficultés à maintenir le site en sécurité (clôture à maintenir en état, occupation occasionnelle des anciens locaux d'habitation par des personnes non autorisées, entretien des structures des bâtiments industriels et des dispositifs annexes comme des vannes sur le bief bordant le site..).





Intérieur des  
bâtiments  
industriels



Vanne sur bief



Anciens  
bureaux

#### IV – AVIS DE L'INSPECTION

Après examen, l'inspection conclut :

- que ce site présente 3 carottages de sols (sur 35 effectués) présentant un niveau de pollution très peu supérieur aux valeurs de définition de sources sols,
- qu'aucun impact n'est constaté sur les eaux souterraines depuis 2003 pour un usage sensible, avec une absence de cibles potentielles (captages) selon les différentes études remises à l'inspection,
- que les conditions de remise en état du site par Maître Dechrisme, en l'état actuel des choses, ont répondu aux demandes de l'inspection, cette procédure de liquidation et remise en état ayant conduit selon Maître Dechrisme à un coût de 340 000 euros,
- que cependant la cession de cette propriété doit être engagée au plus tôt, afin que ce site puisse trouver un nouvel usage et ainsi en pérenniser la sécurité,
- qu'un usage sensible en est envisagé, qui n'apparaît pas incompatible avec la nature du site, sous réserve de traiter les 3 zones précitées, soit par excavation, soit par recouvrement avec le cas échéant la mise en place de servitudes permettant la maîtrise des risques à long terme, en informant des contraintes et pérennisant cette information,
- que la définition des mesures à prendre les plus adaptées économiquement au regard des usages considérés doit être définie à travers un plan de gestion du site établi par une société spécialisée,

- que la proposition technique établie le 17/01/06 selon le n° NY-A6007 par la sté Atos établie pour l'acquéreur potentiel du terrain, et jointe au courrier de Maître Dechrisme, répond à cette demande de l'inspection,
- que le fait que l'acquéreur potentiel dûment informé de la situation environnementale du site, s'engage à réaliser cette étude et les travaux associés dès qu'il en sera propriétaire, n'appelle pas de remarques de l'inspection, compte tenu qu'il y a évolution d'usage du site (usage industriel à usage sensible),
- qu'il convient néanmoins de prescrire ces dispositions au mandataire judiciaire en vue de s'assurer du bon suivi de ce dossier.

## V – PROPOSITION DE L'INSPECTION

L'inspection propose donc, après avis du conseil départemental d'hygiène, de prescrire au mandataire judiciaire et selon le projet joint au présent rapport, la remise d'un plan de gestion des sols établi par une société spécialisée en adéquation avec le futur usage du site, défini par l'acquéreur potentiel, cet usage pouvant effectivement relever d'un usage sensible.

Ce plan établi suite à d'éventuelles investigations complémentaires liées aux 3 zones précitées, devra proposer les types de travaux et/ou surveillances à effectuer et/ou les servitudes à établir afin qu'il n'apparaisse pas de risques inacceptables pour l'homme et son environnement.

Ce plan de gestion pourra être soumis à l'avis de l'inspection après cession du site, sous réserve :

- que l'acheteur soit pleinement informé par le vendeur des dangers et inconvénients, pour autant qu'il les connaisse, liés à l'utilisation du site, ceci en application de l'article L 514-20 du code de l'environnement,
- que soit porté à l'acte de cession les termes de ce projet d'arrêté préfectoral et mention de l'éventualité de la demande par M le Préfet au propriétaire des terrains de la mise en place de servitudes conventionnelles au profit de l'état, inscrites au registre des hypothèques.

La remise en état sera constatée par l'inspection après validation du plan de gestion et réalisation des travaux éventuels sur les 3 zones et après avis du maire de la commune.

Ci-joint projet d'arrêté préfectoral établi en ce sens.

Rédigé le 21 février 2006 à Chaumont	Validé à Chaumont	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Marne
l'inspecteur des installations classées  <b>signé</b>	l'inspecteur des installations classées <b>signé</b>	Pour la Directrice et par délégation, Le Chef du groupe de subdivisions Aube Haute-Marne
Catherine HIERNAUX	Catherine CASTAING	<b>signé</b> Catherine CASTAING